

N° 34 - 2016/RAP-COM

(Dossier Mosaic n° 2016-22730/DJA)

R A P P O R T

de la commission du budget, des finances et du patrimoine

La commission du budget, des finances et du patrimoine s'est réunie sous la présidence de monsieur Yoann Lecourieux, le **jeudi 11 août 2016**, à **15 heures**, dans l'hémicycle de l'hôtel de la province Sud, selon l'ordre du jour suivant :

- **rapport n° 813-2016/APS** : projet de délibération portant décision modificative n° 1, budget supplémentaire de la province Sud pour l'exercice 2016.

Etaient présents : Mmes Hmeun et Jandot ainsi que MM. Lecourieux et Metzdorf.

Etaient absents : Mmes Backès, Tiéoué ainsi que MM. Bernut et Blaise.

Participaient également aux travaux de la commission : Mmes Gargon, Millet et Robineau.

L'exécutif de la province était représenté par M. Michel, président ;
M. Brial, deuxième vice-président ;
et par M. Molé, troisième vice-président de l'assemblée de la province Sud.

L'administration était représentée par M. Kerjouan, secrétaire général ;
Mme Münkel, secrétaire générale adjointe en charge de l'aménagement du territoire, ainsi que par :

M. Avril, adjoint au chef du service des affaires budgétaires (DFI) ;
M. Basset-Guépy, chef de projet de la communication numérique (SG Service communication)
M. Beaujeu, directeur adjoint du développement rural (DDR) ;
Mme Benito, chef du service du secrétariat de l'assemblée (DJA) ;
Mme Berger, directrice adjointe de l'éducation (DES) ;
M. Breymand, directeur adjoint de l'équipement (DEPS) ;
M. Brianchon, directeur juridique et d'administration générale (DJA) ;
Mme Charneau, directrice adjointe de l'environnement (DENV) ;
M. Derras, adjoint au chef du service des sports et des activités physiques de pleine nature (DJS) ;
M. Friat, directeur de la culture (DC) ;
Mme Garin, rédactrice des débats du bureau du secrétariat de l'assemblée (DJA) ;

Mme Jouan-Ligne, directrice de l'équipement (DEPS) ;
M. Ladrech, directeur adjoint du foncier et de l'aménagement (DFA) ;
M. Loche, directeur du système d'information (DSI) ;
Mme Martini, directrice adjointe de l'environnement (DENV) ;
Mme Morizot, directrice adjointe de l'économie, de la formation et de l'emploi (DEFE) ;
Mme Nafoui, responsable du bureau du secrétariat de l'assemblée (DJA) ;
M. Oedi, chef du service des affaires budgétaires (DFI) ;
Mme Papon, chef du service des relations administratives (DJA) ;
M. Reydellet, directeur de l'économie, de la formation et de l'emploi (DEFE) ;
M. Thupako, directeur du logement (DL) ;
Mme Travers, directrice des ressources humaines (DRH) ;
Mme Waheo, directrice adjointe de l'action sanitaire et sociale (DPASS) ;
M. Waia, directeur de l'action sanitaire et sociale (DPASS).

Rapport n° 813-2016/APS : projet de délibération portant décision modificative n° 1, budget supplémentaire de la province Sud pour l'exercice 2016.

PRESENTATION GENERALE

Le projet de budget supplémentaire pour l'exercice 2016 a vocation à reprendre les résultats de la gestion 2015, confirmer les reports de crédits issus de cette gestion et enfin, de proposer des ajustements de crédits.

En ressources, le projet de budget supplémentaire qui vous est présenté consacre une enveloppe de **7,1 milliards XPF** comprenant les propositions suivantes :

- **5,2 milliards XPF** de marge issue du compte administratif 2015 ;
- **1,9 milliard XPF** d'ajustements de crédits dont 2,2 milliards XPF de mesures nouvelles et 312,2 millions XPF d'annulations.

Hors résultat et reports, les **1,9 milliards XPF** d'ajustements de recettes concernent les postes suivants :

- 1,8 milliard XPF d'ajustements définitifs des dotations légales en provenance de la Nouvelle-Calédonie au titre de l'exercice 2015, conformément aux articles 181-I et 181-II de la loi organique modifiée n°99-209 ;
- -270 millions XPF d'ajustement sur les centimes additionnels sur l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM) et sur la Taxe sur les spectacles et produits des jeux (TSPJ) ;
- 304,4 millions XPF de participations attendues de la Nouvelle-Calédonie dont 250 millions XPF pour la réalisation de la bretelle d'accès au Médipôle et 62,5 millions XPF pour l'aménagement du giratoire du futur lycée du Mont-Dore ;
- 71,3 millions XPF de recouvrements divers dont 54,4 millions XPF de participations commune et tiers privés pour l'aménagement du giratoire, des chemins piétons et de l'arrêt de bus près du futur lycée du Mont-Dore, 28 millions XPF de remboursement de la SECAL au terme des études préalables sur le projet de Zone Industrielle (ZI) pour Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et 7,5 millions XPF de recettes de service liées à la vente d'eau brute au captage de Déva.

En dépenses, 55% des ressources de ce budget supplémentaire, soit **3,9 milliards XPF**, seront employés pour réduire l'endettement provincial de 5,5 milliards XPF à 1,6 milliard XPF correspondant à la prévision de mobilisation d'emprunt sur l'exercice 2016.

Au terme du BS, la ressource externe d'emprunts représentera 13% du plan de financement des investissements directs 2016.

Le solde de ressources disponibles, soit **3,2 milliards XPF**, seront employés pour compléter les inscriptions du budget primitif comme suit :

→ **2,5 milliards XPF**, soit 36%, pour ajuster le financement des investissements directs à hauteur de 12,4 milliards XPF.

Ainsi, les priorités provinciales en matière d'investissement restent l'aide aux programmes communaux, l'aménagement des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) de Dumbéa-Sur-Mer et de PANDA, le réseau routier, les collèges publics et l'habitat social.

→ **659,2 millions XPF**, soit 9%, sont proposé en ajustement de dépenses de fonctionnement comme suit :

- **1,1 milliard XPF** pour les interventions et subventions ;
- **60 millions XPF** pour l'ajustement des crédits sur les rémunérations et charges ;
- **235 millions XPF** d'ajustements de créances dues à la collectivité dont 100 millions XPF de provision pour créances irrécouvrables, 115 millions XPF d'admission en non-valeur et 20 millions XPF de titres annulés ;
- **-750 millions XPF** d'annulation de la dotation prévisionnelle de trop-perçu à reverser à la Nouvelle-Calédonie, l'exercice 2015 se clôturant finalement par un excédent.

Ce projet de budget supplémentaire portera à un peu plus de 62,5 milliards XPF les dépenses du budget pour l'exercice 2016.

Les grands postes budgétaires de dépenses se présentent comme suit :

Postes budgétaires	BP	Report	BS 2016	Budget 2016	Var. 15-16	Var. Tx	BUDG. 2015
Investissement directs	8 613 620 007	1 194 841 658	2 568 116 887	12 376 578 552	-494 191 634	-4%	12 870 770 186
Fonctionnement :	45 600 376 479	855 234 445	659 206 162	47 114 817 086	1 125 602 400	2%	45 989 214 686
<i>Rémunérations & charges</i>	<i>20 260 765 000</i>	<i>14 330 718</i>	<i>60 000 000</i>	<i>20 336 543 818</i>	<i>402 932 596</i>	<i>2%</i>	<i>19 933 611 222</i>
<i>Fonctionnement des services</i>	<i>1 742 484 400</i>	<i>118 440 746</i>	<i>0</i>	<i>1 869 688 130</i>	<i>-15 145 025</i>	<i>-1%</i>	<i>1 884 833 155</i>
<i>Interventions</i>	<i>18 714 817 855</i>	<i>450 428 799</i>	<i>438 333 138</i>	<i>19 543 912 528</i>	<i>316 534 027</i>	<i>2%</i>	<i>19 227 378 501</i>
<i>Subventions</i>	<i>4 087 309 224</i>	<i>272 034 182</i>	<i>675 573 024</i>	<i>5 084 152 610</i>	<i>443 250 942</i>	<i>10%</i>	<i>4 640 901 668</i>
<i>Mvts financiers</i>	<i>795 000 000</i>	<i>0</i>	<i>-514 700 000</i>	<i>280 520 000</i>	<i>-21 970 140</i>	<i>-7%</i>	<i>302 490 140</i>
Dettes provinciales	2 807 000 000	256 414 350	0	3 063 414 350	-514 290 650	-14%	3 577 705 000
Total Général	57 020 996 486	2 306 490 453	3 227 323 049	62 554 809 988	117 120 116	0,2%	62 437 689 872

Au titre de ses programmes d'investissement et de fonctionnement, les mesures nouvelles nettes s'établissent à **3,2 milliards XPF** répartis sur les secteurs suivants :

→ **Economie, l'emploi et la formation professionnelle**

- 475,5 millions XPF de complément de crédits de subventions dont 88,5 millions XPF pour la chambre d'agriculture, 84 millions XPF pour l'ADECAL au titre des technopoles ressources terrestres et marines, 60 millions XPF pour le GIE « Nouvelle-Calédonie Tourisme province Sud », 60 millions XPF pour la Mission d'Insertion des Jeunes (MIJ),

- 190 millions XPF pour le soutien aux investissements dont 100 millions XPF au titre des mesures transitoires de la politique publique agricole provinciale (PPAP) et 40 millions XPF pour le plan de soutien aux entreprises en difficulté sur une nouvelle autorisation de programme ouverte à hauteur de 100 millions XPF,
- 24,0 millions XPF pour des études préalables à la mise en œuvre du plan stratégiques économie-emploi,
- 20,0 millions XPF pour la poursuite de l'aménagement du domaine de DEVA,
- 23,5 millions XPF pour les stages d'aide à la formation et à l'insertion rapide des jeunes (SAFIR), dont 10 millions XPF dans le cadre du soutien aux entreprises en difficulté.

→ Aménagement et environnement

- 450,0 millions XPF en faveur de la SECAL au titre de la ZAC de Dumbéa-sur-Mer et PANDA dont 300 millions XPF de subvention d'équilibre et 150 millions XPF de complément de crédits pour la poursuite des travaux sur les bretelles nord et sud de l'échangeur « les Erudits », nécessaires à la circulation dans le secteur, avant l'ouverture du Médipôle,
- 140,2 millions XPF de crédit de subventions dont 110 millions XPF pour le développement forestier comprenant 100 millions XPF de subvention complémentaire à la SEM « Sud Forêt » et 30,2 millions XPF pour le secteur environnement dont 15,8 millions XPF pour le Museum national d'histoire naturelle (MNHN) dans le cadre de l'inventaire de la biodiversité en Nouvelle-Calédonie,
- 43,4 millions XPF pour la poursuite de l'aménagement des parcs provinciaux et des aires protégées,
- 40,0 millions XPF pour le stockage des déchets inertes,
- 10,0 millions XPF au titre des aides à la recherche d'eau.

→ Santé et social

- 191,0 millions XPF pour les aides à l'habitat individuel,
- 128,5 millions XPF de complément de crédits pour les dotations globales de fonctionnement des centres hospitaliers,
- 66,8 millions XPF pour l'achèvement de la construction du foyer de l'enfance à Dumbéa-Sur-Mer,
- 51,6 millions XPF de complément de crédits de subventions dont 36 millions XPF pour l'ASEANC,
- 45 millions XPF pour les aides aux personnes handicapées,
- 39,2 millions XPF pour le Fonds Autonome de Compensation des Transports sanitaires terrestres et des Urgences ambulancières (FACTUR),
- 20 millions XPF pour la réfection des structures d'associations œuvrant dans le secteur social,
- 15,7 millions XPF pour les aides aux enfants assistés.

→ Transports et communications

- 147,2 millions XPF pour le renforcement des routes provinciales Sud,
- 120 millions XPF pour le doublement de la Voie Express 2,
- 110 millions XPF pour l'aménagement du giratoire du lycée du Mont-Dore,
- 57,8 millions XPF pour l'aérodrome de Poé,
- 35 millions XPF pour le renforcement des routes provinciales Nord,
- 30 millions XPF pour l'aérodrome de l'île des Pins,
- 23 millions XPF pour des travaux de sécurisation des talus,
- 8 millions XPF pour l'acquisition de matériel d'entretien de voirie.

→ Programmes communaux

- 210,9 millions XPF pour l'aménagement et l'environnement dont 188,5 millions XPF au titre des opérations d'assainissement et d'AEP prévues au CA et CPEC 2011-2016,
- 60 millions XPF pour l'opération internet à l'école,

- 34,1 millions XPF pour les transports et communications.

→ **Enseignement**

- 214 millions XPF pour la poursuite des travaux de construction du deuxième collège de Dumbéa-sur-mer,
- 37,5 millions XPF pour une subvention d'équipement à l'enseignement privé,
- 20 millions XPF pour des études sur le collège de Thio.

Sur cette opération, il est proposé l'ouverture d'une nouvelle autorisation de programme de 150 millions XPF en retenant l'hypothèse qu'une partie des locaux incendiés puisse être réutilisée.

A défaut, il conviendra de réajuster cette autorisation de programme à la hausse.

→ **Culture, jeunesse, sports et loisirs**

- 30 millions XPF pour une participation à l'acquisition d'un dock pour une structure associative œuvrant pour la sauvegarde du patrimoine,
- 20 millions XPF pour les aides à la production audiovisuelle et cinématographique,
- 9 millions XPF pour le château Hagen dont 5,3 millions XPF pour des équipements de surveillance du bâtiment.

→ **Services généraux**

- 126,5 millions XPF au titre d'équipements informatiques,
- 45 millions XPF pour la construction de logements collectifs à Thio,
- 14,4 millions XPF pour l'aménagement du hall et de la terrasse de l'hôtel de la province Sud.

→ **138,5 millions XPF sur la masse salariale** dont 78,5 millions XPF au titre de redéploiement de crédits et un complément de 60 millions XPF à titre conservatoire.

En effet, hors augmentation de la valeur du point, il est prévu un taux de glissement-vieillesse-technicité (GVT) à 1,5 % pour 2015-2016.

→ **- 786,6 millions XPF d'annulations de crédits tous secteurs confondus dont :**

- - 11,7 millions XPF sur les programmes d'investissements directs, principalement sur la voirie ;
- - 774,9 millions XPF sur le fonctionnement et concernant principalement la dotation prévisionnelle de trop-perçu à reverser à la Nouvelle-Calédonie, l'exercice 2015 se clôturant finalement par un excédent.

Par ailleurs, **235,5 millions XPF** sont proposés pour des opérations comptables nécessaires à l'apurement des créances dues à la province Sud au titre de la période 1990-2015 comprenant principalement :

- 115 millions XPF pour des créances qui ne sont plus en mesure d'être recouvrées au terme des procédures habituelles appliquées par le trésorier de la collectivité ;
- 100 millions XPF de provision pour couvrir le risque d'irrecouvrabilité de certaines des créances attendues. En concertation avec le trésorier de la province, cette provision doit être estimée à environ 10% des soldes dues.

Les mesures nouvelles par fonction et programme

F Prog	Prog - Libellé long	Données					
		BP+virt	Report	BS 2016	Budget 2016	Var. 15-16	Var. Tx
17	AIDE MEDICALE	7 160 500 000	0	167 775 030	7 328 275 030	161 126 200	2%
19	MEDICO-SOCIAL	3 568 692 356	23 801 020	204 228 024	3 796 721 400	678 550 877	22%
01	ADMINISTRATION	3 241 066 395	5 254 676	-38 500 000	3 207 821 071	5 157 945	0%
18	HABITAT SOCIAL	1 521 608 037	4 611 017	194 000 000	1 720 219 054	-1 372 156 951	-44%
20	SANTE PUBLIQUE	545 000 000	97 375 287	32 580 000	674 955 287	26 592 074	4%
42	MISSION CONDITION FEMININE	27 000 000	2 559 477	0	29 559 477	1 412 429	5%
FONCTION 4-SANTE-SOCIAL		16 063 866 788	133 601 477	560 083 054	16 757 551 319	-499 317 426	-3%
01	ADMINISTRATION	10 387 729 360	679 443	-40 000 000	10 348 408 803	138 286 610	1%
07	COLLEGES PUBLICS	1 561 033 016	2 364 524	234 000 000	1 797 397 540	545 403 115	44%
09	ENSEIGNEMENT PRIVE	1 334 503 943	0	37 500 000	1 372 003 943	-191 099 989	-12%
08	ALLOCATIONS D'ENSEIGNEMENT	1 280 934 145	56 636	-5 000 000	1 275 990 781	40 766 673	3%
10	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	519 142 688	18 683 300	0	537 825 988	81 428 202	18%
12	VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE	402 564 966	4 469 750	0	407 034 716	-38 222 683	-9%
11	INTERNATS	203 314 200	1 984 129	0	205 298 329	-14 427 839	-7%
FONCTION 2-ENSEIGNEMENT		15 689 222 318	28 237 782	226 500 000	15 943 960 100	562 134 089	4%
01	ADMINISTRATION	6 102 220 861	387 239 376	-182 003 088	6 307 457 149	447 449 122	8%
03	EMPRUNTS	2 807 000 000	256 414 350	0	3 063 414 350	-514 290 650	-14%
02	INSTITUTIONS	653 327 960	36 554 484	0	689 882 444	-48 634 953	-7%
22	INFRASTRUCTURE AERIENNE	0	0	0	0	0	0%
42	MISSION CONDITION FEMININE	0	0	0	0	0	0%
FONCTION 0-ADMINISTRATION GENERALE		9 562 548 821	680 208 210	-182 003 088	10 060 753 943	-115 476 481	-1%
01	ADMINISTRATION	1 541 511 123	6 926 167	34 500 000	1 582 937 290	37 332 903	2%
38	TOURISME	962 167 000	51 376 013	60 000 000	1 073 543 013	90 243 553	9%
33	INSERTION	693 763 958	101 724 747	96 200 000	891 688 705	-818 367	0%
31	EMPLOI	856 724 932	34 363 053	0	891 087 985	-46 376 313	-5%
37	AGRICULTURE	590 039 257	59 386 578	211 000 000	860 425 835	27 264 020	3%
34	SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT	444 907 719	3 361 194	190 000 000	638 268 913	162 194 105	34%
39	EXPANSION GENERALE	392 719 830	85 938 725	105 850 000	584 508 555	90 971 149	18%
25	ENVIRONNEMENT	343 647 055	32 236 811	38 000 000	413 883 866	-182 863 597	-31%
36	FORMATION	226 691 110	24 472 736	20 700 000	271 863 846	-51 100 166	-16%
35	PECHE ET AQUACULTURE	102 495 995	30 411 413	29 000 000	161 907 408	-16 375 178	-9%
40	STATIONS PROVINCIALES	56 900 000	23 570 043	0	80 470 043	-10 977 021	-12%
27	ZIZA-ZAC	0	0	0	0	0	0%
32	PARTICIPATIONS FINANCIERES	0	0	0	0	0	0%
FONCTION 6-ECONOMIE, EMPLOI & FORMAT^o PROFESSIONNELLE		6 211 567 979	453 767 480	785 250 000	7 450 585 459	99 495 088	1%
21	RESEAU ROUTIER	2 237 424 959	108 454 224	411 641 770	2 757 520 953	284 945 830	12%
01	ADMINISTRATION	992 341 829	0	32 000 000	1 024 341 829	41 012 329	4%
30	TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE	730 545 850	10 411 750	0	740 957 600	21 435 608	3%
22	INFRASTRUCTURE AERIENNE	176 925 035	87 036 906	87 808 974	351 770 915	35 982 252	11%
24	INFRASTRUCTURE PORTUAIRE	39 783 071	2 726 193	0	42 509 264	-101 951 445	-71%
32	PARTICIPATIONS FINANCIERES	0	0	0	0	0	0%
FONCTION 8-TRANSPORTS ET COMMUNICATION		4 177 020 744	208 629 073	531 450 744	4 917 100 561	281 424 574	6%
25	ENVIRONNEMENT	846 676 536	65 590 205	99 595 000	1 011 861 741	-23 613 084	-2%
01	ADMINISTRATION	761 978 038	0	36 000 000	797 978 038	31 377 559	4%
27	ZIZA-ZAC	0	200 000 000	450 000 000	650 000 000	300 000 000	86%
26	URBANISME	134 975 000	23 127 180	43 125 000	201 227 180	2 956 833	1%
41	DEVELOPPEMENT FORESTIER	82 800 000	6 850 150	110 000 000	199 650 150	6 211 600	3%
29	AMENAGEMENT RURAL	80 591 878	50 926 467	10 000 000	141 518 345	48 856 312	53%
23	COURS D'EAU	46 000 000	15 221 573	0	61 221 573	-30 690 207	-33%
02	INSTITUTIONS	20 000 000	0	0	20 000 000	20 000 000	0%
39	EXPANSION GENERALE	0	0	0	0	0	0%
FONCTION 7-AMENAGEMENT, ENVIRONNEMENT		1 973 021 452	361 715 575	748 720 000	3 083 457 027	355 099 013	13%
45	EQUIPEMENT COMMUNAL	1 318 178 468	317 705 965	452 230 809	2 088 115 242	-398 550 981	-16%
FONCTION 10-CONTRIBUTION AUX PROGRAMMES COMMUNAUX		1 318 178 468	317 705 965	452 230 809	2 088 115 242	-398 550 981	-16%
01	ADMINISTRATION	511 498 616	364 465	22 000 000	533 863 081	12 568 697	2%
16	JEUNESSE	384 320 000	13 905 752	5 000 000	403 225 752	-48 142 922	-11%
14	CULTURE	329 047 500	10 188 354	36 300 000	375 535 854	-15 825 223	-4%
15	SPORTS	337 080 000	27 643 656	0	364 723 656	-34 098 904	-9%
13	PATRIMOINE	241 473 800	33 637 724	39 030 000	314 141 524	-38 693 240	-11%
45	EQUIPEMENT COMMUNAL	0	0	0	0	0	0%
FONCTION 3-CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS		1 803 419 916	85 739 951	102 330 000	1 991 489 867	-124 191 592	-6%
46	TRAVAUX POUR AUTRES TIERS	101 650 000	36 884 940	2 761 530	141 296 470	1 003 832	1%
FONCTION 11-MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE		101 650 000	36 884 940	2 761 530	141 296 470	1 003 832	1%
01	ADMINISTRATION	120 500 000	0	0	120 500 000	-44 500 000	-27%
FONCTION 1-SECURITE ET ORDRE PUBLIC		120 500 000	0	0	120 500 000	-44 500 000	-27%
Total général		57 020 996 486	2 306 490 453	3 227 323 049	62 554 809 988	117 120 116	0%

Complété des mouvements d'ordre, le projet de budget supplémentaire, décision modificative n°1, s'élève donc à **12 752 713 236 XPF** portant le budget pour l'exercice 2016 à **72 450 067 659 XPF**.

Tel est l'objet de la présente délibération que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

* * *

Un diaporama synthétique de présentation du budget supplémentaire 2016 de la collectivité a été présenté par la direction des finances de la province Sud.

* * *

En propos liminaires, Monsieur Michel a indiqué que le budget supplémentaire (BS) présenté ce jour ne contient pas de spécificités par rapport à ceux présentés en 2014 et en 2015. En effet, la marge de manœuvre dont dispose la province au budget supplémentaire est utilisée, comme de coutume, pour réduire le volume des emprunts, augmenter le budget d'investissement et enfin ajuster des opérations de fonctionnement.

Dans la discussion générale, M. Lecourieux a souhaité connaître les raisons pour lesquelles la province Sud participe à hauteur de 35 millions de francs aux travaux des routes provinciales Nord. Mme Münkler a répondu que cette dénomination est utilisée habituellement pour le réseau routier provincial se situant au-delà de La Tontouta.

M. Lecourieux a souhaité avoir des précisions concernant les 120 millions de francs destinés aux travaux d'élargissement de la voie de dégagement n° 2. Mme Jouan-Ligne a répondu qu'il s'agit de couvrir le coût des travaux du dédoublement des voies de dégagement à hauteur de la station Total et de l'ancien péage. M. Breymand a ajouté que le chantier débutera début septembre, entraînant ainsi des déviations qui s'étaleront jusqu'à l'ouverture des deux voies de péage prévue fin décembre. M. Michel a précisé que ces travaux sont engagés aussitôt après la fermeture de la station Total, au terme de longues négociations, concomitamment à l'ouverture d'une station sur la ZAC Panda.

Mme Gargon a souhaité avoir des précisions sur le plan de soutien aux entreprises en difficulté. M. Michel a répondu que l'objectif principal est de réserver une première salve de dotations budgétaires pour une intervention des collectivités et institutions de la Nouvelle-Calédonie (provinces Nord et îles Loyauté, ainsi que le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie) aux emplois salariés et aux entreprises. M. Michel a annoncé que, courant septembre, le budget sera modifié en vue d'intégrer des dispositifs particuliers pour le soutien de l'emploi et des entreprises.

M. Lecourieux a souhaité savoir si les quarante millions de francs relatifs au plan de soutien aux entreprises en difficulté comprennent également le soutien économique de la zone de Bourail suite aux incidents survenus sur la commune. M. Reydellet a répondu que, sur cette zone, les pertes recensées dans le secteur touristique sont réelles, mais s'avèrent moins importantes que prévu. En conséquence, les besoins d'intervention d'urgence sont couverts par le budget primitif, qui prévoyait un montant spécifique de 20 millions de francs.

S'agissant de la demande d'aide exceptionnelle de la commune de Boulouparis suite à l'incendie qu'elle a subi, M. Michel a indiqué qu'il y répondra favorablement et a précisé que cette intervention ne nécessiterait pas d'ouverture de ligne de crédits, mais se ferait sur le budget disponible. Il a indiqué que la province avisera la commune des conditions dans lesquelles elle interviendra, dès que le maire aura fait le point avec les assurances sur les montants qui seront remboursés et le délai de ces remboursements.

Enfin, en réponse à M. Lecourieux, M. Ladrech a indiqué que l'annulation sur titre de 20 millions de francs concernant la location du domaine public maritime sur Port Belandre fait suite à l'annulation par le tribunal administratif des titres de recettes émis en 2013 par la collectivité à l'encontre des exploitants du complexe.

* * *

EXAMEN DU PROJET DE DELIBERATION :

Article 1 : Chapitre par chapitre, le projet de délibération modificative n° 1 du budget de la province pour l'exercice 2016 est arrêté comme suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT

CHAPITRE 001-SOLDE EXECUTION SECTION INVESTISSEMENT	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	1 143 673 768

CHAPITRE 900-ADMINISTRATION GENERALE	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	1 000 000	454 579 474

CHAPITRE 902-ENSEIGNEMENT	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	16 430 859	274 694 621

CHAPITRE 903-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	114 679 828

CHAPITRE 904-SANTE	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	84 158 248

CHAPITRE 905-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	794 960 942	296 854 819

CHAPITRE 906-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	4 200 000

CHAPITRE 907-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	349 996 177	1 333 587 929

CHAPITRE 908-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	617 724 623	822 856 422

CHAPITRE 909-ECONOMIE	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	48 000 000	243 870 605

CHAPITRE 922-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	103 963 088	0

CHAPITRE 923-DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	-2 764 024 490	256 414 350

CHAPITRE 924003-REHABILITATION DES SITES MINIERS	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	4 977 000	0

CHAPITRE 924011-CI/CS-INTERNET A L'ECOLE	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	60 000 000

CHAPITRE 924014-CD/CS-FORT DE TEREMBA	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	378 000

CHAPITRE 924022-ENTRETIEN DES COURS D'EAU	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	16 712 498	14 897 717

CHAPITRE 924027-REHABILITATION DES SITES DEGRADEES	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	16 248 753

CHAPITRE 924030-HYDRAULIQUE AGRICOLE	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	1 000 000

CHAPITRE 924037-EXTENSION DES PISTES DE TINA	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	368 129

CHAPITRE 924042-FOYERS (TIERS)	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	3 000 000

CHAPITRE 924046-PAT BATTI-VALORISATION MONUMENTS HISTORIQUES	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	84 000

CHAPITRE 924073-NEA-BOUCLES DE TINA	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	8 000 000

CHAPITRE 924074-PLANTATIONS FOIN-THIO	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	4 500 000

CHAPITRE 924078-ROUTES COMMUNALES DE LA FOA	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	25 000 000

CHAPITRE 925-OPERATIONS PATRIMONIALES (OPERATION D'ORDRE DEPENSES ET RECETTES)	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	31 920 000	31 920 000

CHAPITRE 926-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OPERATIONS D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	670 000 000	35 000 000

CHAPITRE 951-VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (RECETTES)	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	5 338 305 966	0

Total de la section d'investissement : 5 229 966 663 F CFP en recettes et dépenses.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE 002-RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	5 892 142 233	0

CHAPITRE 930-ADMINISTRATION GENERALE	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	147 803	547 211 298

CHAPITRE 932-ENSEIGNEMENT	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	-19 900 839

CHAPITRE 933-CULTURE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	77 900 123

CHAPITRE 934-SANTE	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	13 866 857

CHAPITRE 935-PROTECTION ET ACTION SOCIALE	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	303 804 607

CHAPITRE 936-TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	-18 442 500	277 460 536

CHAPITRE 937-AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	132 244 558	277 332 535

CHAPITRE 938-TRANSPORTS ET COMMUNICATION	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	53 498 525	36 647 962

CHAPITRE 939-ECONOMIE	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	25 000 000	650 117 528

CHAPITRE 941-AUTRES IMPOTS ET TAXES	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	-270 000 000	0

CHAPITRE 942-DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	1 673 155 954	-750 000 000

CHAPITRE 945-PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	100 000 000

CHAPITRE 946-TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS (OPERATIONS D'ORDRE EN DEPENSES ET RECETTES)	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	35 000 000	670 000 000

CHAPITRE 953-VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)	BS 2016	
	RECETTE	DEPENSE
TOTAL DU CHAPITRE	0	5 338 305 966

Total de la section de fonctionnement : 7 522 746 573 F.CFP en recettes et dépenses.

Avis favorable de la commission, sans observation.

M. Lecourieux s'est abstenu sur cet article et réservera son avis en séance publique.

Article 2 : Avis favorable de la commission, sans observation.

M. Lecourieux s'est abstenu sur cet article et réservera son avis en séance publique.

Article 3 : Avis favorable de la commission, sans observation.

M. Lecourieux s'est abstenu sur cet article et réservera son avis en séance publique.

Article 4 : Avis favorable de la commission, sans observation.

M. Lecourieux s'est abstenu sur cet article et réservera son avis en séance publique.

Article 5 : Avis favorable de la commission, sans observation.

M. Lecourieux s'est abstenu sur cet article et réservera son avis en séance publique.

Article 6 : Avis favorable de la commission, sans observation.

M. Lecourieux s'est abstenu sur cet article et réservera son avis en séance publique.

Sur l'ensemble du projet de délibération : avis favorable de la commission (Mmes Hmeun et Jandot, ainsi que M. Metzdorf).

M. Lecourieux s'est abstenu, souhaitant réserver son avis pour l'examen du projet en séance publique.

* * *

**Le président de la commission du budget,
des finances et du patrimoine**



Yoann Lecourieux